REVUE HISTORIQUE DES ARMÉES

Revue historique des armées

269 | 2012
L'image de l'ennemi

« L'ennemi intérieur » : l'armée et le Parti communiste français de la Libération aux débuts de la guerre froide

"The enemy within": the army and the French Communist Party from the Liberation to the Cold War

Nicolas Texier

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/rha/7576
ISBN : 978-2-8218-1400-4
ISSN : 1965-0779

Éditeur
Service historique de la Défense

Édition imprimée
Date de publication : 6 décembre 2012
Pagination : 46-62
ISSN : 0035-3299

Référence électronique
Nicolas Texier, « « L'ennemi intérieur » : l'armée et le Parti communiste français de la Libération aux débuts de la guerre froide », *Revue historique des armées* [En ligne], 269 | 2012, mis en ligne le 20 novembre 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/rha/7576

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Revue historique des armées

« L'ennemi intérieur » : l'armée et le Parti communiste français de la Libération aux débuts de la guerre froide

"The enemy within": the army and the French Communist Party from the Liberation to the Cold War

Nicolas Texier

1 Le renouvellement des travaux intervenu ces vingt dernières années sur l'histoire du Parti communiste français (PCF) permet aujourd'hui de proposer une synthèse des relations entre les communistes et l'armée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, sous le prisme de la figure de « l'ennemi intérieur », tel qu'elle apparaît dans l'entre-deux-guerres puis ressurgit après 1947. À cet égard, la Libération se présente à la charnière de deux périodes marquées par de violentes tensions politiques et correspond à une trêve dans l'hostilité qui caractérise traditionnellement les rapports entre communistes et militaires. Observée dans une méfiance réciproque, cette « paix armée » est rompue en 1947, au fur et à mesure que se constitue un camp occidental auquel se rallie la France et que s'opère, dans ce qui sera bientôt le bloc communiste, un raidissement idéologique aboutissant aux premières opérations marquant le début de la guerre froide.

2 L'armée française adopte dès lors ce qui va devenir le déterminant principal de son action pour les trois décennies à venir : la lutte contre le communisme. Théorisé, alors que les guerres de décolonisation amènent les militaires à doter leurs opérations d'un volet policier indispensable à la surveillance des populations de l'Union française, cet engagement sur le terrain idéologique a plusieurs conséquences. La résurgence de la figure de « l'ennemi intérieur » dans le discours officiel représente l'une d'entre elles, qui amène l'armée française à voir dans une partie de la population (et tout comme elle l'avait fait dans l'entre-deux-guerres), autant « d'ennemis intérieurs » qu'il lui appartient

de combattre avec les moyens autorisés. Conflit latent (tout au moins en Europe occidentale), perçue comme une guerre totale, permanente et psychologique par ses acteurs, la guerre froide a en effet posé aux militaires français une question qui, à l'heure de la menace terroriste et des opérations de contre-insurrection, garde encore sa pertinence : qu'est-ce qu'un ennemi ?[1]

Archéologie de « l'ennemi intérieur »

L'armée et les communistes à l'issue de la Grande Guerre

3 Les relations entre l'armée française et les mouvements communistes au lendemain de la Libération prennent place dans une histoire déjà longue, qu'il apparaît nécessaire de rappeler si l'on veut envisager ce qui fonde, dans l'esprit des militaires, la figure de « l'ennemi intérieur » tel qu'elle va ressurgir après 1947.

4 Rappelons tout d'abord que l'hostilité entre les mouvements ouvriers et l'appareil militaire [2] est presque ontologique. Elle tient aux événements (emploi de l'armée pour la répression des journées de juin 1848, de la Commune et des révoltes ouvrières au XIX^{e} siècle ; affaire Dreyfus). Elle s'affirme dans les idéologies (caractère antimilitariste et internationaliste du socialisme français affirmé lors de la Commune, puis pacifisme proclamé jusqu'en 1914 ; armée perçue comme rempart de la bourgeoisie par les révolutionnaires). Elle relève enfin des différences sociales et de mentalités (défense de l'ordre, de la propriété privée et des valeurs traditionnelles pour les officiers ; courants anarchistes et progressistes dans les mouvements ouvriers). L'antagonisme est donc la règle, les périodes d'apaisement représentant l'exception.

5 La première de ces rares périodes a lieu à l'occasion de l'Union sacrée lorsque, malgré les postures jusqu'ici pacifistes des socialistes, la déclaration de guerre révèle un important courant nationaliste et républicain au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) [3]. L'Union sacrée trouve ainsi ses partisans, jusqu'à ce que plusieurs événements ne viennent ranimer les tensions entre le mouvement ouvrier et l'appareil militaire et ne fonde, pour toute la durée de l'entre-deux-guerres, l'assimilation des socialistes puis des communistes à un « *ennemi intérieur* » dont les visées sont différentes, voire contraires, à ce que les militaires considèrent comme l'intérêt de la France.

6 Le premier accès de fièvre a lieu lors des mutineries de l'été 1917. Même si l'on peut conclure, comme le fait Guy Pedroncini [4], qu'elles ont été provoquées par la lassitude des combats et la défiance envers le haut commandement, il n'en reste pas moins que certains généraux voient la main des socialistes et des syndicats dans le fait que les soldats aient brandi le drapeau rouge. Par la suite, la trahison au profit de l'Allemagne que la signature des accords de Brest-Litovsk constitue aux yeux des militaires, ajoutée aux mutineries qui touchent les navires français en 1919 [5] confirment à tout le moins le caractère pacifiste voire défaitiste que semble avoir conservé le mouvement ouvrier. S'ajoute à ce soupçon, celui, bien plus grave, de faire courir au pays le danger d'une insurrection armée de type bolchevique, à l'image de la révolution d'Octobre et des tentatives qui ont lieu en Allemagne (Spartakistes), en Bavière (République des conseils), en Hongrie ou encore en Catalogne en 1919 et que semblent annoncer les grèves et les manifestations violentes qui ont lieu en France en mai et juin de la même année. Le coup d'État perpétré en Russie par Lénine a pourtant été presque unanimement condamné par les socialistes français. L'insurrection armée n'est même pas en question, les oppositions

au sein de la gauche française se cristallisant après-guerre autour de l'adhésion de la SFIO au *Komintern*. La volonté des socialistes de maintenir l'unité de la gauche, en proposant certains révolutionnaires [6] comme candidats aux élections législatives de novembre 1919, ajoutée aux lourdes condamnations prononcées par le Conseil de guerre de Toulon à l'encontre des mutins de la mer Noire, empêchent l'expression des modérés et centre la campagne socialiste sur la Révolution russe. À l'exception des radicaux-socialistes, qui ont formé l'essentiel du gouvernement Clemenceau et dont on peut difficilement mettre le patriotisme en doute, toute la gauche est alors confondue avec les bolcheviques. Malgré le Front populaire, les mentalités garderont longtemps l'image du « *péril rouge* » [7].

7 Cette hostilité revêt aussi, bien sûr, un aspect dogmatique. Elle prend naturellement sa source dans la théorie marxiste, qui donne la priorité à la lutte des classes et s'est exprimée avant-guerre par le pacifisme, en appelant par exemple les ouvriers français à fraterniser avec leurs homologues allemands. Elle se poursuit dans la doctrine léniniste, qui prétend substituer à la guerre impérialiste la guerre civile propice à une prise du pouvoir par les armes [8]. Elle se développe lors de l'entre-deux-guerres dans une vision de l'histoire (accompagnée d'une dénonciation du pacifisme perçu comme une utopie) comme celle d'un conflit de classe perpétuel et violent, ce qui amène naturellement le *Komintern* à accorder une place prépondérante aux questions militaires [9] et, partant, à provoquer la méfiance des états-majors occidentaux. Avant cela, la révolution d'Octobre a vu la toute jeune Armée rouge devenir le pilier du régime qui s'est mis en place à l'issue de la guerre civile, les 21 conditions posées par le *Komintern* aux socialistes français en 1920 rappelant (4e condition) « *la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes* », y compris par des moyens illégaux [10]. Enfin, l'explication mécaniste du conflit donnée par les communistes [11], en exonérant l'Allemagne de sa responsabilité morale dans le déclenchement de la Grande Guerre et en s'opposant au traité de Versailles, cristallise l'opposition avec la majeure partie des militaires.

8 Les années 1920 restent placées sous le signe d'une hostilité accrue. L'armée doit ainsi faire face, pour la première fois de son histoire, à une campagne antimilitariste orchestrée par le jeune Parti communiste français né après le congrès de Tours de décembre 1920, qui consacre la scission entre un socialisme français traditionnel et un socialisme révolutionnaire, partisan de l'adhésion à l'Internationale communiste. Reprenant les anciens thèmes du pacifisme d'avant-guerre (lutte contre la guerre et défense des revendications des soldats), cet antimilitarisme se dote d'aspects inédits, sollicités par le *Komintern*, et prend place dans une époque marquée par la crainte d'une guerre imminente. Ces nouveaux aspects de l'antimilitarisme visent d'une part à apporter, au nom de l'anti-impérialisme, un soutien aux forces qui s'opposent à l'armée française au cours de la guerre du Rif ou lors des opérations d'occupation de la Ruhr [12] et d'autre part à agir, au sein des forces armées, afin de contrecarrer une éventuelle agression des pays occidentaux contre la jeune URSS [13], comme cela a été le cas pour les navires français croisant au large de Sébastopol en 1919. Enfin, les années 1920 et 1930 sont émaillées par quelques affaires révélant les liens, notamment financiers, entre le PCF et l'Union soviétique. Elles se caractérisent aussi, en France comme en Allemagne, par de fortes violences politiques, les communistes français n'hésitant pas à affronter la police ou les ligues d'extrême-droite, ni à former leurs cadres par la publication en 1931 d'un manuel rédigé par des officiers soviétiques et intitulé *L'insurrection armée* et par la revue *Le combattant rouge* dédiée à la lutte armée insurrectionnelle [14].

Contre « l'ennemi intérieur »

9 Capitale pour comprendre les relations entre le PCF et la défense nationale dans l'entre-deux-guerres, la thèse de Georges Vidal permet aujourd'hui de cerner la manière dont l'armée a réagi face au « *péril rouge* ». La légalité républicaine lui interdisant de prendre pour adversaire un parti politique durablement inscrit dans la vie politique française, l'armée n'adopte pas de mesures officielles. La crainte d'une insurrection armée des communistes en temps de guerre se traduit cependant par l'élaboration, en 1932, d'une première réflexion sur la lutte contre la subversion communiste, une « *Note sur la défense en région parisienne contre l'ennemi intérieur en temps de guerre* », signée par le chef d'état-major de la région militaire de Paris à destination du ministre de la Guerre, sur demande du général Pétain, alors inspecteur de la défense aérienne du territoire [15]. Sans qu'elle n'ait de suite, cette note illustre, avec plusieurs articles parus dans *La France militaire*, la manière dont l'appareil militaire perçoit le danger communiste. On verra que le rapprochement avec l'aviation qui figure dans ce document, quant à la capacité d'un adversaire, secondé par une insurrection armée, d'intervenir au-delà d'un front déterminé, prépare les axiomes qui présideront à l'élaboration de la doctrine de défense en surface au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

10 S'il n'est pas exprimé publiquement, l'anticommunisme des militaires et des anciens combattants s'exprime en revanche dans des mouvements nationalistes comme l'Action française ou les Croix-de-feu, voire dans des groupes clandestins comme le réseau Corvignolles [16]. Ajouté à l'activisme des autres mouvements ligueurs ou de groupes comme la Cagoule, ils illustrent les tensions qui traversent alors la société française, ainsi que l'ampleur de l'inquiétude quant au risque d'un coup d'État communiste.

11 La crainte d'une telle insurrection armée culmine chez les militaires à la fin de l'année 1936 [17], dont le printemps et l'été ont été marqués par de vastes grèves. Elles ont suivi les élections législatives qui ont vu la victoire du Front populaire, auquel le PCF s'est rallié depuis juin 1934 [18]. De fait, l'efficacité des communistes français pour le recrutement et l'organisation des Brigades internationales après octobre 1936 confirme leur savoir-faire dans le domaine de l'insurrection armée [19]. Bien que le rapprochement franco-soviétique ait été l'occasion de plusieurs missions navales et militaires françaises en Union soviétique [20], les purges qui ont lieu dans l'Armée rouge en juin 1937 amènent au scepticisme les éléments de l'armée qui auraient pu se réjouir que la France se soit trouvée un allié avec l'URSS de Joseph Staline.

12 Pourtant, le PCF a progressivement rompu, à partir du milieu des années 1930, avec l'antimilitarisme qui avait marqué la décennie précédente. Au-delà du revirement soudain que semble provoquer la phrase prononcée par Pierre Laval à son retour de Moscou, où il a signé le pacte d'assistance mutuelle (mai 1935) [21], c'est l'approche globale des questions de défense nationale par les communistes français qui s'est modifiée progressivement. Le soutien du PCF au Front populaire amène tout d'abord le parti à voter les budgets militaires, ce qu'il n'avait jamais fait jusqu'ici, au nom de l'antimilitarisme. Entreprise en parallèle avec une propagande antifasciste qui entend dénoncer la sympathie de certains officiers pour les mouvements nationalistes [22] ou pour les régimes militaristes qui se sont mis en place en Allemagne, Espagne et Italie, cette rupture avec l'antimilitarisme répond à un ensemble de causes liées à des impératifs complexes de politique autant extérieure qu'intérieure. On peut cependant en retenir

l'attention portée par le *Komintern* aux questions militaires (et, dès lors, l'importance de recruter parmi les cadres de l'armée française) et surtout la menace grandissante que représente, outre-Rhin, le *Reich* d'Adolf Hitler, menace ressentie également à Moscou, où le réarmement et les purges visant à briser une éventuelle contre-révolution se conjuguent avec des efforts diplomatiques afin de se trouver des alliés dans le monde occidental.

13 Deuxième embellie après l'Union sacrée, cette période qui accompagne le rapprochement franco-soviétique [23] inaugure un discours patriotique, dans lequel les considérations sur « *l'armée républicaine* » succèdent au sobriquet de « *gueules-de-vaches* » dont les organes de presse du PCF flétrissaient les officiers [24]. Porteur d'un projet d'armée républicaine, se manifestant par le retour au drapeau français, à Jeanne d'Arc et à la Marseillaise, cette position renoue avec le courant nationaliste qui s'était manifesté lors de l'Union sacrée, sans tout à fait renier le pacifisme de Jaurès qui, tout en luttant contre le déclenchement de la guerre, reconnaissait aux nations le droit de s'armer et le devoir de se défendre. Cette détente, très relative dans une période de violentes tensions politiques où chaque camp accuse l'autre de se livrer à des complots et à des noyautages, cesse brutalement avec le pacte germano-soviétique. Le traité, qui entraîne l'interdiction du PCF et l'arrestation de leurs députés, est vécu par les militaires comme une véritable trahison, sentiment que confirme le comportement de nombreux communistes mobilisés en septembre 1939 mais qui préfèrent déserter, à l'image de Maurice Thorez « exfiltré » avec l'aide de militants et qui gagne Moscou *via* la Belgique.

L'impact de la Seconde Guerre mondiale

Les populations, nouvel enjeu et nouvel acteur de la guerre

14 Lorsqu'il s'agit, à la Libération, de poser les bases d'une nouvelle armée française, le constat est largement partagé quant au rôle crucial joué par les populations dans le conflit. Cela ne tient pas seulement au caractère total [25] de la guerre qui vient de s'achever et qui a été la plus meurtrière pour les civils, victimes directes des combats, des exécutions comme des bombardements [26] et auxquelles il faut ajouter celles des internements, déportations et crimes de masse. Dans l'esprit des militaires, cette conviction tient aussi au souvenir cuisant de 1940 et du rôle qu'aurait joué la cinquième colonne dans un désastre si stupéfiant que seule la trahison semble pouvoir l'expliquer.

15 Pour ceux qui ont œuvré au sein de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA à partir de 1944) et de l'Armée secrète (AS), qui sont proches des autres mouvements de résistance ou qui ont été témoins du soutien apporté par les Forces françaises intérieures (FFI) aux opérations des alliés lors de la Libération, l'expérience acquise dans la lutte contre les troupes d'occupation les a convaincu du rôle que pouvait tenir la population dans la guerre.

16 En outre, les exemples de la guerre de partisans entreprise notamment par le peuple soviétique seul ou en appui des opérations de l'Armée rouge, celui de l'intégration dans l'armée de la Libération de combattants issus des FFI et, dans une moindre mesure, l'exemple de l'embrigadement de civils au sein de la *Volksturm* lors de l'invasion du *Reich*, fournissent, s'il en était encore besoin, les derniers arguments. Les forces armées doivent dès lors compter avec les populations, soit pour les organiser en une force d'appoint susceptible d'intervenir en soutien de l'armée en cas d'invasion, soit en considérant que

l'adversaire peut bénéficier, au sein de la masse des civils, d'agents susceptibles de contribuer significativement à ses objectifs . Un constat que les guerres de décolonisation et les doctrines communistes de guerre révolutionnaire se chargeront de renforcer et qui induit qu'une importance grandissante soit donnée à la propagande. L'attitude de l'armée va donc osciller entre ces deux pôles, en fonction de l'adhésion des populations à la défense du territoire national : volonté d'organiser la résistance à une éventuelle invasion, qui aura peu d'effet mais rejoindra les vues exprimées après-guerre sur une armée nouvelle et « populaire » par les ministres communistes de la Défense et de l'Armement, et une volonté de neutraliser les menées des « ennemis intérieurs », susceptibles d'agir sur le territoire et de saper l'autorité de l'État afin que soient réunies les conditions du déclenchement d'une guerre révolutionnaire.

Tous combattants

17 « *L'instant béni* » de la Libération semble correspondre à une communion spontanée et inédite des différentes composantes armées de la nation autour d'un unique objectif, celui de vaincre les forces d'occupation. En réalité, l'année 1944 représente un moment de tensions, un « *instant révolutionnaire* », marqué par l'exaltation de la victoire, mais aussi par le bras de fer entre le PCF et le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) notamment au sein des comités départementaux de libération ou à propos des milices patriotiques [27]. Ces quelques mois permettent en outre au PCF, grâce à la forte influence qu'il exerce sur la Résistance intérieure, ORA exceptée [28], de lancer ses forces dans l'insurrection armée contre l'occupant. Cette tension s'amoindrit cependant avec le retour en France de Maurice Thorez, le 30 novembre 1944, lequel transmet la position de Moscou, qui préfère soutenir le général de Gaulle afin de contrer l'influence américaine sur le pays [29]. Héritant de l'alliance qui s'était forgée entre communistes et gaullistes à la fin de l'année 1943 – l'URSS ayant été la première à reconnaître le Comité français de la libération nationale (CFLN) en 1943 –, cette « paix armée » dure trois années et prélude au brusque renouveau du discours sur « l'ennemi intérieur » dans les forces armées françaises qu'entraîne les débuts de la guerre froide.

18 Les facteurs d'une « détente armée » entre communistes et militaires sont divers. Il y a bien sûr en premier lieu la lutte commune contre l'Allemand, qui continuera longtemps d'incarner l'ennemi aux yeux de nombreux militaires, si l'on en croît les oppositions que le réarmement allemand et la Communauté européenne de défense rencontreront dans les états-majors français. On peut citer ensuite l'engagement de Français libres aux côtés des soldats soviétiques (régiment de chasse Normandie-Niemen), le rôle éminent joué par les communistes français dans la Résistance et la libération du territoire, ainsi que le prestige acquis par l'Union et le peuple soviétiques dans la Grande Guerre patriotique et qui fonde une réelle légitimité des communistes dans le domaine militaire.

19 L'antiaméricanisme des communistes trouve également un certain écho chez des soldats français parfois agacés par le contrôle sourcilleux que l'armée américaine exerce sur les armements et l'approvisionnement [30]. En outre, la nomination de communistes comme commissaires du CFNL, puis comme ministres au sein du gouvernement provisoire, permet au PCF de retrouver une légitimité républicaine qu'il avait perdue avec la signature du pacte germano-soviétique. Le PCF représente en outre le premier parti de France en 1945 [31], la propagande nazie centrée sur l'anticommunisme ayant eu l'effet paradoxal de renforcer le prestige des communistes auprès de la population en prêtant à

ceux-ci l'essentiel des actions de résistance. Enfin, l'engagement du PCF dans la guerre puis dans la « bataille de la production », que lance Thorez à son retour d'URSS [32], ajouté à l'attention prêtée aux questions d'armement et de défense par les communistes et les anciens FTP (Francs-tireurs et partisans), permettent d'espérer une communauté de vues avec les militaires.

20 En réalité, les facteurs d'antagonisme rendent cette trêve aussi relative que les précédentes. De leur côté, les militaires gardent, outre leur méfiance traditionnelle envers les organisations communistes, le souvenir du pacte germano-soviétique et du discours défaitiste que le PCF, désorienté par le partage de la Pologne et l'entente entre Staline et Hitler, a tenté d'adopter en septembre 1939. Le fait que les communistes français persistent dans une vision où systèmes socialiste et capitaliste sont voués à l'affrontement, ainsi que le bras de fer engagé entre PCF et gaullistes en 1944, renouvellent après-guerre le soupçon qui pèse sur les communistes de vouloir s'emparer du pouvoir par la force. S'ajoute à cela l'ostracisme dont l'ORA a fait l'objet au sein des instances de la Résistance intérieure [33], et l'incompréhension que nourrissent des militaires provenant essentiellement de Londres et d'AFN pour les particularismes de la Résistance intérieure (activisme politique, sympathie pour les idées communistes, recherche d'actions immédiates et spectaculaires, volonté d'une épuration radicale). Enfin, le mépris parfois affiché par les soldats de métier pour des combattants civils, souvent très jeunes, sans expérience du combat régulier et très éloignés du formalisme qui doit régner dans des troupes en uniforme, rendent impossible l'amalgame que l'on avait pu espérer entre résistants et militaires.

21 Aux yeux d'une majorité de communistes, l'image de l'armée reste quant à elle marquée par son anticommunisme de l'entre-deux-guerres, par le souvenir de la défaite de 1940 et par le rôle dans la Révolution nationale que l'armée d'armistice a joué au cours de sa brève existence [34]. Les résistants FTP critiquent facilement l'attentisme prêté à l'ORA, que ne comble pas l'action des officiers engagés dans l'Armée secrète, compte-tenu de la filiation avec l'armée régulière que l'ORA a toujours tenu à affirmer. En outre, beaucoup de FTP se sentent fort d'une connaissance de l'ennemi et d'une expérience du combat supérieure à celle de militaires longtemps encasernés en zone Sud ou en AFN et dont les parcours, parfois complexes, et les victoires comme celle de Bir Hakeim, sont encore méconnus.

Pour une armée nouvelle et populaire

22 À la Libération, la volonté de créer une armée nouvelle et populaire est pourtant largement partagée. La fin de l'Occupation honnie, l'atmosphère révolutionnaire dans laquelle se déroule la libération de certains territoires, tout concourt à faire espérer un changement profond du pays qui permettrait de « faire table rase » du passé et, pour l'armée, d'effacer le cruel souvenir de mai 1940. Forte de sa légitimité, la Résistance intérieure souhaite rompre avec le formalisme et la pesanteur qui caractérisaient à ses yeux les forces armées d'avant 1939. L'espoir de bâtir une armée républicaine et populaire, encadrée par des officiers empreints d'idées démocratiques, semble un moment se concrétiser avec l'incorporation, au sein de l'armée de la Libération et dans des conditions très diverses et toujours empiriques, de près de 300 formations de Résistance, allant du commando à la division et représentant 120 000 FFI sur 400 000 combattants potentiels [35].

23 Les derniers mois de la guerre, puis ceux qui suivent la capitulation allemande, douchent ces espoirs. La guerre a été longue, l'amélioration des conditions d'existence se fait attendre et l'amalgame ne se fait que très difficilement entre les différentes strates de l'armée (anciens de 39-40, soldats d'outre-mer et d'AFN, Français libres, FFI, prisonniers libérés, cadres de retour après avoir été mis à l'écart entre 1940 et 1942, etc.) Les meilleures troupes partent en Indochine et le temps de paix comme la reconstruction exigent de revoir à la baisse le format des armées [36], lesquelles souffrent entre autres d'un trop grand nombre d'officiers (38 500 cadres dans l'armée de Terre pour 1,3 million de soldats du rang), les FFI faisant essentiellement les frais de la réduction des effectifs [37].

24 Les communistes tentent cependant de participer à cette refondation de l'armée [38]. Le bureau politique consacre ainsi plusieurs réunions aux questions de défense nationale et appelle de ses vœux, en février 1946, l'avènement d'une armée proche de la nation, républicaine (c'est-à-dire enfin débarrassée de ses éléments douteux par une épuration que les communistes ont toujours trouvée incomplète) et dans laquelle le PCF pourrait élargir son influence. Forts de leur nouvelle place dans le paysage politique, des négociations qu'ils ont menées avec les gaullistes depuis 1943 et surtout de la légitimité qu'ils estiment avoir acquise dans le sang, les communistes tentent également d'obtenir des ministères régaliens (Intérieur, Armées ou Affaires étrangères) à l'automne 1945. Contraint de ménager ses alliés, le général de Gaulle choisit alors de créer un ministère de l'Armement qui, sans octroyer aux communistes des pouvoirs trop étendus, leur confère un portefeuille lié aux questions de défense, une solution qui a en outre l'avantage de tenir compte de leur engagement dans la bataille de la production comme de leur influence auprès des ouvriers des usines d'armement.

25 Ce ministère leur échoit ainsi plusieurs fois [39], le PCF obtenant en outre la nomination de Charles Tillon [40] au ministère de l'Air, où il passe un peu plus d'un an dans un contexte difficile, marqué par la fin de la guerre, le début de la démobilisation et la réorganisation totale des forces aériennes françaises, avant de se voir attribuer le ministère de l'Armement. Enfin, François Billoux [41] obtient en janvier 1947 le portefeuille de la Défense nationale au sein du premier gouvernement de la IV^{e} République constitué par le cabinet Ramadier. Prenant en compte les inquiétudes manifestées notamment par le Mouvement républicain populaire (MRP, centre-droit), le président du Conseil a cependant pris soin de recréer les anciens ministères d'armées (Guerre, Marine, Air), dont les attributions réduisent le champ d'intervention du ministre communiste de la Défense à la direction des poudres et du service cinématographique des armées [42]. Le PCF persiste pourtant à s'intéresser aux questions militaires et mène une réflexion globale, notamment au sein des associations de réservistes réunies dans une Confédération nationale des armées de la République, laquelle, à partir de novembre 1945, publie la revue *L'armée française*, dans laquelle s'expose le projet d'une armée de soldats-citoyens, inspirée du modèle FTP et disposant d'une formation idéologique réelle [43]. Les conclusions de ces travaux [44] sont synthétisées dans une proposition de loi portant organisation de la Défense nationale [45] que François Billoux dépose à l'Assemblée nationale alors qu'il vient de démissionner de son poste de ministre.

Le retour de « l'ennemi intérieur »

La rupture de 1947

26 Avec les autres ministres communistes, François Billoux quitte en effet le gouvernement le 4 mai 1947. Correspondant aux débuts de la guerre froide [46], cette sortie du tripartisme mis en place depuis le départ du général de Gaulle en janvier 1946 soulage en réalité les communistes, gênés dans leur opposition à la politique menée dans l'Union française, à Madagascar mais surtout en Indochine. Ils militent en effet pour la poursuite des pourparlers avec le Viêt-Minh, interrompus après la conférence franco-vietnamienne de Fontainebleau et le bombardement d'Haiphong en novembre 1946. Le raidissement idéologique, qui a lieu en Union soviétique, peut ainsi se manifester dans un PCF déchargé de la solidarité gouvernementale et qui va pouvoir adopter une ligne radicale. En France comme en Italie, la fin des années 1947 et 1948 sont ainsi marquées par de grandes grèves insurrectionnelles ; les communistes français et italiens ayant été « repris en main » par leurs camarades soviétiques. Dans ce contexte de tensions internationales accrues (coup de Prague, blocus de Berlin) et d'un engagement clair de la France aux côtés des Occidentaux au sein de l'OTAN, le PCF est dès lors perçu comme le « *parti de l'étranger* », inféodé aux intérêts d'un bloc communiste formé par l'URSS, la Chine et leurs satellites dont les vues politiques sont censées correspondre. Pour les deux décennies à venir, le communisme peut redevenir aux yeux des militaires cet « ennemi intérieur » qu'il avait été pendant l'entre-deux-guerres.

Le communisme de la première guerre froide

27 Redevenu un parti d'opposition, le PCF adopte dès lors le ton très offensif qui caractérise les dernières années du stalinisme et inaugure un discours dont les axiomes vont peu changer jusqu'au milieu des années 1950 : dénonciation de l'impérialisme américain en Corée, antiaméricanisme systématique et soutien à la lutte pour les droits civiques aux États-Unis comme aux victimes du maccarthisme, opposition résolue à la création de l'OTAN et au réarmement de l'Allemagne (point sur lequel ils rejoignent d'ailleurs les vues gaullistes quant à la Communauté européenne de défense).

28 Suivant les directives formulées en novembre 1949 par le *Kominform*, le PCF renoue également avec le pacifisme traditionnel de la gauche depuis la fin du XIX^e^ siècle à travers le mouvement pour la paix et l'appel de Stockholm. Outre l'opposition à l'arme atomique, il concentre ses attaques sur la « *sale guerre* » d'Indochine [47], en défendant la lutte du Viêt-Minh et en dénonçant notamment les exactions prêtées aux soldats du corps expéditionnaire français à travers des livres et des articles de journaux, en manifestant dans les gares contre le départ de trains de matériel, en incitant les dockers à freiner le fret à destination des troupes combattant en Asie. À l'intérieur de l'armée, l'influence du PCF ne s'exerce que sur certains éléments du contingent en métropole, quelques actions de sabotage, d'évasion de prisonniers et de renseignement au profit du Viêt-Minh étant cependant menées de façon marginale [48]. L'Algérie est ensuite l'occasion pour le PCF de dénoncer les risques de dérives fascistes que le conflit fait courir au pays, et de s'opposer au retour du général de Gaulle en mai 1958.

Les forces armées contre « l'ennemi intérieur »

29 L'image de l'ennemi communiste s'enrichit de l'expérience vécue en Indochine par les militaires du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient et par ceux qui, deux ans plus tard, partent combattre en Corée au sein du bataillon français de l'ONU. Ajoutée aux oppositions que les soldats et l'armement destinés aux théâtres asiatiques rencontrent en métropole de la part des organisations communistes, l'âpre lutte que les militaires français mènent en Indochine et en Corée contre des troupes communistes renforce leur conviction d'être confrontés à un ennemi global, dont la cinquième colonne, est présente en France comme en outre-mer. La détermination dont font preuve les combattants Viêt-Minh ou nord-coréens influe également sur la perception du communisme. Celui-ci paraît alors susceptible de procéder sur ses partisans à un véritable conditionnement psychologique [49], qui serait la clé des conflits contemporains. L'expérience indochinoise d'une guerre « sans front » convainc, en outre, les militaires français de devoir désormais mener des conflits dans lesquels il n'existe plus de front ni d'arrière, mais un seul conflit mondial pour le contrôle des territoires et des populations [50].

30 Les forces armées françaises réagissent à ce nouveau contexte de trois manières. À partir de 1950, des structures dédiées à l'action psychologique (et dont l'ampleur n'aura pas d'équivalent ailleurs) sont créées sous l'impulsion de René Pleven [51]. Les militaires procèdent également à l'élaboration puis à la mise en œuvre d'une doctrine de « Défense intérieure du territoire » (DIT) destinée à la métropole et à laquelle répond, dans l'Union française, la doctrine de « défense en surface » [52]. Enfin, un courant de pensée consacré à la guerre révolutionnaire (vue comme directement inspirée de la doctrine marxiste-léniniste depuis sa théorisation par Mao Zedong) se développe sous l'action d'officiers comme le colonel Charles Lacheroy, le colonel Roger Trinquier, le général Jacques Hogard ou le colonel Jean Némo [53].

31 La longue et riche histoire de ces trois composantes de la lutte contre la subversion communiste dépasserait le cadre de cet article [54]. Notons toutefois qu'elles s'inscrivent dans un mouvement anticommuniste plus large, qui concerne une part de la classe politique française et à laquelle participent également réseaux de renseignements [55], officines et mouvements de contre-propagande, pour certains encouragés par les États-Unis [56]. Elles partagent, en outre, tous les éléments qui fondent la prise en compte de « l'ennemi intérieur » dans la doctrine, les objectifs et l'organisation de l'armée française : concept de guerre sans front, lutte contre la subversion, caractère total, permanent et idéologique d'un affrontement ayant pour théâtre l'ensemble des territoires de l'Union française et pas seulement l'outre-mer [57], prééminence de l'action psychologique sur le fait guerrier.

32 Pour la première fois, « l'ennemi intérieur » fait ainsi l'objet d'un ensemble de mesures concrètes [58], censées permettre aux forces armées françaises de combattre sur ce nouveau champ de bataille que représente dorénavant le terrain des idées et de faire face efficacement aux menées insurrectionnelles communistes, en France comme dans les territoires de l'Union française. Si, en métropole, le ministère de l'Intérieur conserve jalousement ses prérogatives en matière de maintien de l'ordre [59] (en mettant simplement en place les conditions pour une coopération accrue entre l'armée et la police), les opérations conduites en Indochine puis celles qui seront menées en Algérie comprennent un volet policier, indispensable au contrôle des populations que l'armée tient à instaurer

pour faire face à l'insurrection et à la menace terroriste. Engagée dans un « méta-conflit » supposé concerner le monde dans son ensemble et dont le moral constituerait l'armement [60], l'armée se dote dès lors d'un arsenal idéologique, qui la place naturellement à l'opposé du communisme dans l'éventail des opinions politiques.

33 L'ouverture de ce nouveau « théâtre d'opérations » est aussi l'occasion de préciser la terminologie. Corollaire de la notion d' « ennemi intérieur » [61], la « subversion» devient dès lors le maître-mot de la doctrine de lutte anticommuniste et « l'ennemi intérieur » se mue en un « agent subversif » ; cette appellation désignant tout aussi bien les éléments Viêt-Minh que le militant du PCF ou des organisations syndicales, dans une confusion dont on pressent la portée délétère.

L'armée politique

34 Jusqu'alors, l'armée était censée se conformer à une stricte neutralité républicaine, qui avait pu être difficile à observer dans les moments de violentes tensions politiques comme l'entre-deux-guerres. Les années 1930 avaient ainsi été marquées par la radicalisation à droite d'une partie du corps des officiers (proximité avec des mouvements comme l'Action française ou les Croix-de-feu, action d'officiers engagés notamment dans les Jeunesses patriotes visant à contrer la propagande communiste dans l'armée, etc.). Lui-même violemment attaqué par la presse et les parlementaires communistes pour sa sympathie supposée pour l'extrême-droite, le ministre de la Guerre avait été ainsi amené à rappeler l'obligation imposée aux officiers de n'appartenir à aucun parti ou association sans son autorisation et à se conformer à un strict loyalisme vis-à-vis des institutions républicaines [62].

35 La guerre froide amène cependant les militaires à instrumentaliser ces opinions politiques afin d'élaborer un corpus visant à contrer la propagande communiste. Ce corpus hérite de l'antibolchevisme des années 1930 et se résume davantage aux quelques formules chocs des documents de propagande élaborés par les bureaux dédiés à l'action psychologique qu'à une doctrine politique constituée. Il correspond naturellement aux opinions les plus farouchement anticommunistes, comme à une vision du monde, similaire à celle qui a cours dans les milieux d'extrême-droite, qui voit dans la guerre froide un affrontement dans lequel s'affronterait un Orient assimilé au bloc communiste et un Occident représenté par les pays du monde libre, voire assimilé à la chrétienté aux yeux de mouvements intégristes comme la Cité catholique dont les thèmes développés par « *l'action psy* » trouvent naturellement le soutien [63].

36 Or, cette « *politisation obligatoire* » que représente l'instrumentalisation de l'anticommunisme à travers la guerre psychologique [64], opère à une période où les militaires achèvent la guerre d'Indochine et nourrissent beaucoup de griefs et d'amertume vis-à-vis de l'opinion et des gouvernements successifs de la IV[e] République [65]. Limités dans leurs moyens, contraints à la plus grande prudence par leur instabilité et par le jeu parlementaire, ceux-ci n'ont en effet pas souhaité mener cette guerre [66] et se sont montrés incapables d'adopter une politique cohérente. L'Algérie, qui devait être une revanche, apparaît bientôt comme un conflit dans lequel certains militaires (et notamment d'anciens résistants) éprouvent un réel malaise face aux impératifs du maintien de l'ordre et de la recherche de renseignements. Une autre partie d'entre eux, réduite et essentiellement composée de soldats de métier, en vient à épouser progressivement les vues des Européens d'Algérie, comme cela se vérifiera en mai 1958.

Un violent antiparlementarisme se développe ainsi au sein de certaines unités formées de vétérans à une période où, sans que l'on puisse réellement juger de l'impact de leur action sur les grandes unités ou sur le contingent, les structures de l'action psychologique mises en place en Algérie se trouvent peu à peu influencées puis captées par des activistes proches des milieux d'extrême-droite à partir du milieu des années 1950 [67].

37 À en juger par le nombre réduit de régiments qui acceptent de suivre les généraux factieux lors du putsch de 1961 [68], cette politisation de l'armée ne touchera pourtant qu'une fraction des militaires. Le discours développé par l'action psychologique agit cependant à l'image d'un porte-voix, en prêtant à toute l'armée un discours officiel très marqué à droite, violemment anticommuniste, et dont la majorité des officiers comme des soldats ne partagent sans doute pas la radicalité.

Conclusion

38 Née dans l'entre-deux-guerres, l'image de « l'ennemi intérieur » ressurgit avec le début de la guerre froide, après une période où l'on avait pu espérer une certaine communauté de vues entre l'armée et des communistes très engagés sur le plan militaire. L'anticommunisme, qui n'était qu'une opinion avant-guerre, s'inscrit alors progressivement dans le discours, la vocation et les actions de propagande que l'armée mène en Indochine puis en Algérie. Cette prise de position dans le champ idéologique coïncide avec une période où les vétérans éprouvent de plus en plus de défiance vis-à-vis de la classe politique comme d'une opinion qui se désolidarise des conflits menés outre-mer. Couplée aux difficultés rencontrées dans les guerres de décolonisation et au contexte de guerre froide qui densifie les enjeux idéologiques, cette soudaine permission que se voient donnée les militaires d'intervenir sur le terrain politique, attire naturellement les éléments les plus engagés, ainsi que des militaires marqués par la guerre de contre-insurrection menée en Indochine. Sans étendre la notion « d'ennemi intérieur » à toutes les oppositions qui pourraient se faire jour dans la classe politique ou la population française, une fraction de l'armée est cependant amenée à considérer qu'elle est la seule à même de définir l'intérêt, et donc la politique, du pays [69]. Le général de Gaulle prend conscience de ces dangers et signe, en février 1962, le décret qui, en substituant à la Défense intérieure du territoire une Défense opérationnelle du territoire (DOT) [70], vide la lutte contre la subversion communiste de ses aspects policiers. Celle-ci ne fait dès lors plus l'objet de mesures vastes et concrètes, mais continuera à imprégner le discours militaire jusqu'à la fin des années 1970.

39 Affrontement global, idéologique et dénué des éléments comme la déclaration de guerre, l'affrontement physique ou les forces armées identifiées qui avaient jusqu'ici structuré les conflits, la guerre froide a ainsi conduit l'armée française à désigner elle-même, tout au moins en métropole, ceux qu'elle considérait comme ses adversaires. Le fossé s'est alors creusé entre un appareil militaire qui avait adopté l'anticommunisme comme discours officiel et une nation dont l'opinion, tout en se détachant du PCF lui-même [71], devenait progressivement sensible aux idées progressistes. Les événements du mois de mai 1968 révéleront brutalement ce divorce, dont les effets n'ont peut-être pas tout à fait disparu aujourd'hui.

NOTES

1. L'auteur tient à remercier Marie-Catherine Villatoux ainsi que Philippe Vial pour leurs précieux conseils pour la rédaction de cet article.

2. Sans opérer une distinction « de classe » entre la troupe (en réalité aussi hétérogène que la société dont les soldats sont issus) et les officiers (groupe qu'on peut considérer comme tout aussi divers), je choisis ici l'expression « appareil militaire » pour désigner un ensemble porteur de valeurs conservatrices et regroupant une majorité d'officiers supérieurs, les institutions (états-majors, écoles d'officiers, etc.), ainsi que les milieux proches du monde militaire.

3. Le 14 juillet 1914, la SFIO vote la résolution Vaillant : « *Plutôt l'insurrection que la guerre* ». Trois semaines plus tard, la direction de la Confédération nationale du travail (CGT) se prononce à l'unanimité contre la grève générale prévue par tous les congrès précédents et appelle à lutter contre l'impérialisme allemand. Voir : COURTOIS (Stéphane), LAZAR (Marc), *Histoire du Parti communiste français*, 2e édition révisée, Paris, Presses universitaires de France, 2000, p. 26.

4. PEDRONCINI (Guy), *Les mutineries de 1917*, Paris, 1967.

5. Sans être déterminante, l'action des mouvements ouvriers français dans les mutineries s'exprime par des articles dans la presse de gauche, le vote de motions, les interpellations à la Chambre de députés socialistes sur le caractère anticonstitutionnel de l'intervention en mer Noire et la présence, à bord des navires *France* et *Waldeck-Rousseau* en particulier, de petites cellules de militants. Soutenu occasionnellement par la propagande bolchevique, ces actions sont cependant limitées, ne concernent à bord que quelques meneurs et se montrent conformes au pacifisme d'après-guerre (contestation de la légalité de l'intervention militaire, défense des revendications des matelots, refus d'intervenir contre la jeune République soviétique). Dans son appréciation de la crise, l'amiral Moreau y verra, cependant, le danger voire les prémices d'une révolution bolchevique en France. MASSON (Philippe), *La Marine française et la Mer noire (1918-1919)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, p. 517 et suivantes.

6. Notamment les marins récemment condamnés pour les mutineries ou le capitaine Jacques Sadoul, officier envoyé à Moscou, converti au léninisme et condamné à mort par contumace pour trahison.

7. L'image du « *rouge* » barbu, dessiné avec un couteau entre les dents, date de cette année-là.

8. Il est intéressant de noter à ce propos que, alors que dans tous les Partis socialistes d'Europe s'opérait un réflexe patriotique lors de l'entrée en guerre, seul le parti russe, dirigé par Lénine, condamnait sans appel la guerre dans laquelle Nicolas II entraînait son empire.

9. Voir : VIDAL (Georges), *La grande illusion ? Le Parti communiste français et la défense nationale à l'époque du Front populaire*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2006, p. 29. La théorie de la guerre du *Komintern* est fixée au cours du VIe congrès, en 1928, et change peu jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

10. Cité par : COURTOIS (Stéphane), LAZAR (Marc), *op.cit.*, p. 51.

11. Développée surtout après 1921, notamment dans la revue *Évolution : vers la vérité, revue des responsabilités de guerre*. DUROSELLE (Jean-Baptiste), *La grande guerre des Français*, Paris, Perrin, 2002, coll. « Tempus », p. 32.

12. Notamment par une collaboration avec le *Kommunistische Partei Deutschlands*, le Parti communiste allemand.

13. Ce « noyautage », par la constitution de cellules de militants au sein des armées, restera cependant toujours très limité.

14. COURTOIS (Stéphane), LAZAR (Marc), *op.cit.*, p. 97et suivantes.

15. Conservée au Service historique de la Défense sous la cote GR 9 N 366 et citée par Georges Vidal, *op.cit.*, p. 69.

16. Réseau de renseignement anticommuniste constitué d'officiers, le réseau Corvignolles se développe au sein de l'armée de Terre. Voir : LA GORCE (Paul-Marie de), *La République et son armée*, Paris, Fayard, 1963, p. 314-321.

17. Georges Vidal (*op.cit.*, p. 316) évoque notamment les documents élaborés par les 2es bureaux, dont celui de l'état-major de l'armée qui, en 1936, diffuse dans les régions militaires un « *plan de liquidation des généraux factieux* » attribué aux communistes.

18. Ce ralliement suit les vues du *Komintern* lequel, ne voyant aucun intérêt à poursuivre la chimère d'un accès au pouvoir par la révolution en France, rompt avec la stratégie « classe contre classe » au nom de laquelle les communistes s'opposaient aux socialistes, et accepte que le PCF soutienne la SFIO. Il permet en outre, conformément à l'antifascisme adopté par Moscou devant l'hostilité des nazis, de barrer la route aux mouvements d'extrême-droite, dont les communistes ont perçu la menace au cours des journées de février. Le PCF ne participe cependant pas au gouvernement, conscient des craintes que soulèverait la nomination de ministres communistes dans une société française encore marquée par le « péril rouge » et qui, comme le souligne Léon Blum pour refuser d'appliquer une révolution socialiste et pour limiter l'action de son gouvernement à l'unique programme du Front populaire, n'a pas donné de majorité aux seuls partis « prolétariens » (SFIO et PCF).

19. Le PCF devient le pivot de l'organisation d'une armée internationale (similaire aux régiments composés de volontaires étrangers engagés dans l'Armée rouge qui avait eu lieu lors de la guerre civile russe) et enverra plusieurs milliers de combattants français (entre 8 000 et 15 000 selon les sources), dont 3 000 trouveront la mort en Espagne, les vétérans devant constituer le noyau des organisations communistes de la Résistance intérieure. La guerre d'Espagne constitue également un magistral outil de propagande, dans lequel se développent une mystique antifasciste et une glorification de l'URSS.

20. BURIGANA (David), « Un coup d'épée dans l'eau ? La mission navale Dupré et le rapprochement franco-soviétique », *Revue historique des armées*, n° 206 (1er trimestre 1997), p. 91-100.

21. « *Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité.* » Cité par : FONTAINE (André), *Histoire de la Guerre froide, volume 1, De la Révolution d'octobre à la guerre de Corée (1917-1950)*, Paris, Seuil, s.d., coll. « Points-Seuil Histoire », p. 99

22. En octobre 1935, après le VIIe congrès de l'Internationale communiste, le PCF adopte notamment le mot d'ordre « *Épuration dans l'armée* », qui vise à dénoncer le noyautage de l'armée par des éléments ligueurs, et évoque la nécessité de former des « comités de défense de la République et de la Constitution » pour défendre les institutions contre les officiers factieux. Voir VIDAL (Georges), *op.cit.*, p. 160 et suivantes.

23. Il est à noter que les plus hautes autorités militaires (et notamment des personnalités comme le ministre de l'Air Pierre Cot ou le général Weygand) se montrent favorables à ce rapprochement, susceptible de contrebalancer la puissance de l'Allemagne qui reste le grand (et le plus proche) ennemi. Voir : FONTAINE (André), *op.cit.*, p. 97.

24. Destinée à fustiger la vie de caserne « abrutissante », les conditions de vie des soldats, le bellicisme prêté aux instances dirigeantes de l'armée ou la partialité des tribunaux militaires, la rubrique « Dans l'armée » disparaît du journal *L'Humanité* en septembre 1937.

25. Affirmé dès la Première Guerre mondiale, notamment par Ludendorff, ce caractère total ne fait plus doute au sortir de la Seconde Guerre mondiale, comme en témoigne par exemple l'article du général Juin publié dans la *Revue de défense nationale* en juillet 1945 : « *La guerre s'est étendue à tous les domaines, toutes les branches de l'activité nationale exigeant de chacun un effort total*

dirigé vers un seul but : la victoire. » GÉRÉ (François), *La guerre psychologique*, Paris, Économica, 1997, p. 53.

26. 112 000 victimes civiles de morts violentes entre 1940 et 1945 en France. Voir : QUELLIEN (Jean), « Les pertes humaines », Leleu (J.-L.), Passera (F.), Quellien (J.) (dir.), *La France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Fayard, ministère de la Défense, 2010.

27. Créées le 25 mai 1944, elles comptent 50 000 membres à la libération de Paris. Malgré l'opposition des communistes, le GPRF prend la décision de les désarmer cinq mois plus tard (28 octobre 1944) puis de les dissoudre en janvier 1945. Voir : GŒTSCHEL (Pascale) et TOUCHEBŒUF (Bénédicte), *La IV^e^ République : la France de la Libération à 1958*, Paris, Librairie générale française, 2011, coll. « Références histoire », p. 73 et suivante.

28. Ce contrôle, direct dans le cas des Francs-tireurs et partisans, est exercé par l'intermédiaire de sympathisants pour la direction politique et le commandement politique des FFI. Voir : BUTON (Philippe), *Les lendemains qui déchantent, le Parti communiste français à la Libération*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 67 et suiv.

29. COURTOIS (Stéphane), LAZAR (Marc), *op.cit.*, p. 223.

30. RIOUX (Jean-Pierre), *La France de la Quatrième République*, vol.1 *L'ardeur et la nécessité*, 1944-1952, Paris, Seuil, 1980, p. 15 et suivantes.

31. À la fin de la guerre, le parti compte 785 000 membres (contre 270 000 à l'été 1939), 735 000 personnes dans les milices réunies au sein du Front national, auxquels il faut ajouter les 628 000 membres de l'Union des femmes françaises et 245 000 jeunes au sein de l'Union de la jeunesse républicaine de France (anciennes Jeunesses communistes). De nombreux intellectuels (Paul Éluard, Fernand Léger, Pablo Picasso, Louis Aragon, Élsa Triolet, etc.) adhèrent ou soutiennent le PCF, contribuant à son prestige. Lors des élections pour l'Assemblée constituante (21 octobre 1945), le PCF devient le premier parti de France avec 26,8 % des suffrages exprimés. GŒTSCHEL (Pascale) et TOUCHEBŒUF (Bénédicte), *op.cit.*, p. 101.

32. « *Faire la guerre. Créer une puissante armée française. Reconstruire rapidement notre industrie, avant tout notre industrie de guerre.* » Extrait du discours de Maurice Thorez au Vélodrome d'hiver le 30 novembre 1944. Cité par : COURTOIS (Stéphane), LAZAR (Marc), *op.cit.*, p. 222.

33. Voir par exemple : BUTON (Philippe), *op.cit.*, p. 60 et suiv.

34. Notamment dans l'instruction publique. PAXTON (Robert O.), *L'armée de Vichy : le corps des officiers français, 1940-1944*. Paris, Tallandier, 2004, coll. « Points-Seuil Histoire », p. 207 et suivantes. Sur les 35 000 officiers que compte l'armée de Terre en 1939, 12 000 passent la guerre comme prisonniers, 11 000 en outre-mer dont 5 000 en AFN et 1 000 dans les Forces françaises libres. Sur les 11 000 officiers restés en métropole, 4 200 servent dans l'armée d'armistice, 2 000 dans des corps « civilisés », 4 800 sont exclus de l'armée suite aux réductions imposées par le *Reich* et aux lois antijuives. Chiffres extraits de François Broche, *L'armée française sous l'Occupation* ,vol. 2: *La métamorphose*, Paris, Presses de la Cité, 2002.

35. Voir : RIOUX (Jean-Pierre), *La France de la Quatrième République*, vol.1 *L'ardeur et la nécessité*, 1944-1952, Paris, Seuil, 1980, p. 21 et suivantes.

36. Les forces aériennes se voient ainsi obligées de passer de 145 000 hommes en septembre 1945, aux 50 000 prévus par le budget voté par l'Assemblée en février 1946, deux semaines après le départ du général de Gaulle.

37. À la Libération, les FFI sont 25 000 dans l'armée. Ce chiffre passe à 4 000 en 1946, puis à moins de 2 000 un an plus tard. L'armée de Terre perd quant à elle près de 17 000 officiers, en écartant surtout les FFI, qui sont souvent les plus jeunes, dont l'enthousiasme s'est tari au-delà du Rhin et qui ont été découragés par les tracasseries administratives opposées à leur incorporation.

38. Voir : BUTON (Philippe), « Le PCF et l'armée », *De Gaulle et la Nation face aux problèmes de Défense (1945-1946)*, Paris, Plon, Institut d'histoire du temps présent, Institut Charles de Gaulle, 1983, p. 162.

39. Les personnalités communistes concernées par les questions de défense sont les suivantes : R. Grenier, commissaire à l'Air au sein du CFNL du 4 avril au 26 août 1944, puis dans le gouvernement provisoire du 26 août au 10 septembre 1944 ; Charles Tillon, ministre de l'Air dans le gouvernement du 10 septembre 1944 (premier ministère de Gaulle), puis ministre de l'Armement dans le gouvernement du 21 novembre 1945 (premier cabinet de Gaulle), dans le gouvernement du 26 janvier 1946 (cabinet Gouin), dans le gouvernement du 24 juin 1946 (cabinet Bidault) jusqu'au 16 décembre 1946 ; F. Billoux, commissaire d'État au sein du CFNL du 4 avril au 26 août 1944, ministre de la Défense nationale dans le gouvernement du 22 janvier 1947 (cabinet Ramadier) jusqu'à sa démission (déposée avec celles de Thorez, Tillon et Lacoste) le 4 mai 1947. Maurice Thorez devient quant à lui ministre d'État dans le premier cabinet de Gaulle (novembre 1945-janvier 1946) puis vice-président du Conseil dans les cabinets Gouin, Bidault et Ramadier (janvier 1946-décembre 1948, puis de janvier à mai 1947).

40. Ancien mutin de la mer Noire, élu du PCF, membre de l'état-major des Brigades internationales, il déserte en 1939 mais, rapidement engagé contre Vichy et les forces d'occupation, il prend la tête des FTP qu'il dirige jusqu'à la Libération. Après avoir occupé plusieurs fonctions ministérielles (Air, Armement, Reconstruction et urbanisme) jusqu'en mai 1947, il participe au mouvement pour la paix, avant d'être victime d'un procès « stalinien » en 1952, de démissionner de tous ses mandats électoraux, puis d'être exclu du PCF en 1970. Voir : DUBREIL (Marie-Catherine), « Fernand Grenier et Charles Tillon : deux communistes au ministère de l'Air », *Revue historique des armées*, n° 199 (2/1995), p. 65 à 76 ; ROSSI (Jean-Marie), « Charles Tillon et la relance de l'industrie aéronautique, 1944-1946 », *Revue historique des armées*, n° 204 (3/1996), p. 27-36.

41. Ancien délégué du PCF au VI^e^ congrès du *Komintern* en 1928, activiste antimilitariste pendant l'entre-deux-guerres, ancien membre des Brigades internationales, puis membre du bureau politique du PCF et incarcéré en septembre 1940, ministre de la Santé puis de l'Économie dans les deux gouvernements de Gaulle, député des Bouches-du-Rhône de 1936 à 1973.

42. Voir : CHANTEBOUT (Bernard), *L'organisation générale de la Défense nationale en France depuis la Seconde Guerre mondiale*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1967, p. 110-111 et 257-258, ainsi que « Le partage des responsabilités de la Défense entre politiques et militaires de 1945 à 1962 », FORCADE (Olivier), DUHAMEL (Éric), VIAL (Philippe) (dir.), *Militaires en République, 1870-1962*, acte du colloque international du4, 5et 6avril1996, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 83-84.

43. Le discours de F. Billoux au congrès national de l'Association des anciens FTP, prononcé le 25 avril 1947, érige le modèle de la guerre de partisans comme celui qui doit présider à la constitution d'une armée de masse qui permettrait de mener des opérations contre les sabotages, les troupes ennemies aéroportées ou terrestres, dans une guerre qui ne serait plus limitée à un front, mais se mènerait sur l'ensemble du territoire. SHD/GR, 1 Q 22.

44. Les préconisations des communistes tiennent essentiellement à lier l'armée à la nation, en constituant une armée de masse grâce à la conscription, à la préparation militaire confiée aux organisations de jeunesse, à l'organisation de réserves régulièrement entraînées et formées au sein de groupements existants comme les syndicats ou les organisations politiques, et grâce à la mise en place de « *forces locales de sécurité* » au sein des usines, chantiers, villages, etc. « *L'organisation militaire permanente de toute la population civile, tant masculine que féminine, s'impose donc en temps de guerre.* » Phrase extraite de l'exposé des motifs de la proposition de loi portant organisation de la Défense nationale présentée par F. Billoux. SHD/GR, 1 Q 22.

45. Cette proposition est présentée à l'Assemblée par le ministre et par Pierre Villon, le général Joinville, M. Gosnat ainsi que par les membres du groupe « communistes et apparentés » lors de la première législature de la session de 1947. SHD/GR, 1 Q 22.

46. La doctrine Truman est présentée au Congrès américain en mars 1947 et le plan Marshall se met en place après l'échec de la conférence de Moscou qui se tient du 10 mars au 25 avril ; Jdanov

présente son rapport sur la situation internationale au cours d'une réunion secrète des Partis communistes européens qui se tient en septembre, puis le *Kominform* est créé le 5 octobre. Voir notamment : SOUTOU (Georges-Henri), *La guerre de cinquante ans : les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p. 161 et suivantes. Le départ des ministres communistes trouve son prétexte dans le refus de Paul Ramadier d'augmenter les salaires, revendication présentée par les ministres communistes dans l'élan des grandes manifestations du 1er mai.

47. Se reporter à ce propos à la thèse d'Alain Ruscio, *Les communistes français et la guerre d'Indochine*, soutenue à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1984.

48. Voir : COURTOIS (Stéphane), LAZAR (Marc), *op.cit.*, p. 284 et suivantes.

49. Les témoignages des officiers rescapés des camps coréens et du camp n° 1 créé par le Viêt-Minh pour la rééducation politique des officiers capturés joueront un rôle important pour la promotion de l'action psychologique et dans la perception des militants communistes comme victimes (et agents) d'un conditionnement psychologique censé leur conférer un moral à toute épreuve. Voir : VILLATOUX (Marie-Catherine), *Guerre et action psychologique en Algérie*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2007, coll. « Cahiers d'histoire militaire appliquée », p. 27.

50. Voir : *Les enseignements de la guerre d'Indochine (1945-1954), rapport du général Ély*, tome 1, Vincennes, Service historique de la Défense, 2011, p. 28 et suivantes.

51. VILLATOUX (Paul et Marie-Catherine), « La menace de subversion communiste dans les forces armées (1949-1950) », *Revue historique des armées*, n° 215 (2/1999), p. 105-116.

52. Définie à la fin des années 1940, la doctrine de défense en surface (c'est-à-dire le contrôle d'un territoire sur toute sa surface, opposé au combat sur un front déterminé) provient également de la prise en compte par les militaires de la troisième dimension et des possibilités d'agression au cœur même du territoire national grâce aux avions et aux opérations aéroportées. On voit que ces axiomes rejoignent l'intuition du maréchal Pétain quant à lier les questions aériennes au risque de subversion.

53. Voir : VILLATOUX (Marie-Catherine), « Hogard et Némo, deux théoriciens de la guerre révolutionnaire », *Revue historique des armées*, n° 232 (3/2003), p. 20-28

54. Pour une histoire complète de ces composantes, on se reportera notamment aux ouvrages suivants : VILLATOUX (Paul et Marie-Catherine), *La République et son armée face au péril subversif : guerre et action psychologiques 1945-1960*, Paris, Les Indes savantes, 2005 ; GÉRÉ (François), *La guerre psychologique*, Paris, Économica, Institut de stratégie comparée, 1997, coll. « Bibliothèque stratégique »; VILLATOUX (Marie-Catherine), *La défense en surface (1945-1962), le contrôle territorial dans la pensée stratégique française d'après-guerre*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2009, coll. « Cahiers d'histoire militaire appliquée ».

55. Voir : DELMAS (Jean), KESSLER (Jean) (dir.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide (1947-1953)*, actes du colloque international du 5 au 7 février 1998 organisé par le Mémorial de Caen et le Centre de recherche d'histoire quantitative, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999.

56. Cet encouragement se traduisant notamment par le soutien à des organisations comme le mouvement « Paix et liberté » de Jean-Paul David en France, ou le *Völksbund für Frieden und Freiheit e.V.* en République fédérale allemande. Voir notamment : LUDWIG (Bernard), « La propagande anticommuniste en Allemagne fédérale, le VFF, pendant allemand de "Paix et liberté" », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, 2003/4 n° 80, p. 33-42 ; B. Ludwig est également l'auteur d'une thèse soutenue en 2011 et intitulée, *Anticommunisme et guerre psychologique en République fédérale d'Allemagne (1950-1956). Démocratie, diplomaties et réseaux transnationaux*.

57. Redéfinies en décembre 1947, les nouvelles missions de l'armée accordent la primauté à la défense de la métropole et à la protection de la légalité et des institutions républicaines. VILLATOUX (Paul et Marie-Catherine), « La menace de subversion communiste dans les forces armées (1949-1950) », *Revue historique des armées*, n° 215 (2e trimestre 1999), p. 105-116

58. Il figure notamment de manière explicite dans le décret n° 56-1313 du 27 décembre 1956 relatif à l'organisation de la défense intérieure du territoire métropolitain, dans lequel « *la lutte contre l'ennemi intérieur* » figure au troisième rang des missions dévolues à la Défense intérieure du territoire (DIT), dans le paragraphe consacré à l'action des forces opérationnelles contre les éléments « *implantés, parachutés, débarqués ou infiltrés* ». VILLATOUX (Marie-Catherine), *La défense en surface…*, *op.cit.*, p. 66.

59. Malgré les positions de militaires comme le général Revers, chef d'état-major de l'armée de Terre, qui estime en février 1948 qu'il y a « *identité du plan de maintien de l'ordre en temps de paix et du plan de sécurité intérieure en temps de guerre* ». VILLATOUX (Marie-Catherine), *La défense en surface …*, *op.cit.*, p. 20.

60. Au cours de la grande conférence qu'il donne à la Sorbonne devant 2 000 officiers le 2 juillet 1957, le colonel Lacheroy évoque notamment la « *prise de possession des âmes* », lesquelles ne peuvent pas « *rester en dehors de la guerre* ». Cité par : VILLATOUX (Marie-Catherine), *Guerre et action psychologiques…, op.cit.*, p. 94.

61. Expression dont Gabriel Périès a exploré toutes les implications linguistiques dans l'article « Du corps au cancer : la construction métaphorique de « l'ennemi intérieur » dans le discours militaire pendant la guerre froide », *Cultures & conflits*, n° 43, automne 2011.

62. VIDAL (Georges), *op.cit.*, p. 168

63. WINOCK (Michel), *L'agonie de la IV^e^ République, 13 mai 1958*, Paris, Gallimard, 2006, coll. *Les journées qui ont fait la France*, p. 126.

64. Un premier 5^e^ bureau, dédié à l'action psychologique apparaît dès l'automne 1945 au sein de l'état-major du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient, mais limite son action à une propagande classique en faveur de la France, par voie de tracts et d'affiches. Voir : VILLATOUX (Marie-Catherine), *Guerre et action psychologiques en Algérie*, Vincennes, Service historique de la Défense, coll. « Cahiers d'histoire militaire appliquée », p. 22.

65. Paru en 1956, l'ouvrage du général Navarre intitulé *Agonie de l'Indochine* dresse un véritable réquisitoire contre le pouvoir politique, coupable notamment d'avoir « *toléré la trahison permanente du parti communiste et de ses auxiliaires de tout ordre* » et d'avoir laissé « *une presse assurée de l'impunité s'attaquer au moral des combattants* ». Cité par : WINOCK (Michel), *op.cit.*, p. 117-118.

66. « *Cette guerre que l'on nous a imposée, nous ne l'avons pas voulue, nous ne la voulons pas. Nous savons qu'elle ne résoudra rien.* » Extrait du discours d'investiture de Paul Ramadier, le 21 janvier 1947. Cité par : GŒTSCHEL (Pascale) et TOUCHEBŒUF (Bénédicte), *op.cit.*, p. 318.

67. Voir : VILLATOUX (Paul et Marie-Catherine), *La République et son armée…*, *op.cit.*, p. 531 et suivantes.

68. Moins de 1 % des effectifs présents en Algérie, contingent compris.

69. Voir : DABEZIES (Pierre), « Subversion, antisubversion, autosubversion », Olivier Forcade, Éric Duhamel, Philippe Vial (dir.), *Militaires en République, 1870-1962*, *op.cit.*, p. 554

70. Voir : VILLATOUX (Marie-Catherine), *La défense en surface…*, *op.cit.*, p. 78.

71. De 814 000 membres en 1946, le nombre d'adhérents au PCF passe à 300 000 en 1960. Voir : COURTOIS (Stéphane), LAZAR (Marc), *op.cit.*, p. 461.

RÉSUMÉS

Née dans l'entre-deux-guerres, héritant de l'hostilité traditionnelle entre les forces armées et le Parti communiste français, la perception par les militaires des communistes comme des « ennemis intérieurs » ressurgit au début de la guerre froide. Les rapports entre l'armée et les communistes français ont pourtant connu plusieurs périodes de détente relative, la dernière se situant à la Libération, lorsque le PCF participe au gouvernement et, suivant l'intérêt de la doctrine communiste pour les questions militaires, tente de promouvoir la création d'une armée nouvelle et populaire, sur le modèle des mouvements de la Résistance intérieure. Avec le début de la guerre froide, cependant, l'armée française est amenée à mettre en œuvre une « action psychologique » qui officialise le discours anticommuniste. La conjonction de l'adoption de ce discours partisan avec la politisation de l'armée, qui a lieu en Indochine puis en Algérie, amène en 1962 le général de Gaulle à supprimer le caractère policier qu'avait acquis la lutte contre la subversion communiste après 1947.

Born between the two world wars, inheriting the traditional hostility between the armed forces and the French Communist Party, the perception by the military of communists as "internal enemies" resurfaced at the beginning of the Cold War. The relationship between the army and the French communists nonetheless experienced several periods of relative relaxation, the last being at the Liberation, when the French Communist Party participated in the government and, following the communist doctrine of interest in military matters, attempted to promote the creation of a new and popular army on the model of the Resistance movement. With the onset of the Cold War, however, the French army implemented a "psychological action" which formalized the anticommunist discourse. The combination of the adoption of this partisan discourse with the politicization of the army which took place in Indochina and in Algeria led General de Gaulle in 1962 to alter the nature of the police action that the fight against communist subversion had acquired after 1947.

INDEX

Mots-clés : Parti communiste, politisation, représentations

AUTEUR

NICOLAS TEXIER

Chargé d'études documentaires, il est le chef du bureau des publications au Service historique de la Défense. Il a collaboré à plusieurs ouvrages édités par le SHD et est également l'auteur de trois romans parus aux éditions Gallimard.